

LES MILITANTS TROTSKYSTES A LA POINTE DES COMBATS REVOLUTIONNAIRES

"Roi, voici ta victime" :

L'étudiant grec Sotirios Petroulas

Dans la correspondance d'Athènes, que nous publions ci-dessous, il est indiqué que Sotirios Petroulas avait été exclu de l'E.D.A. pour « trotskysme » exactement deux mois avant qu'il ne soit tué par la police.

Sotirios Petroulas était l'étudiant dont les funérailles eurent lieu à Athènes le 23 juillet. Des centaines de milliers de manifestants envahirent les rues, dans une manifestation monstre.

Un dirigeant de la section grecque de la Quatrième Internationale nous écrit : « le jeune camarade Sotirios Petroulas, tué par la police, était un sympathisant, membre d'un groupe de jeunes étudiants exclus de l'E.D.A. pour trotskysme, et avec lesquels nous collaborions ».

La caractéristique la plus remarquable de l'actuelle crise politique en Grèce a été l'action spontanée des masses. Pour la première fois depuis vingt ans, la direction de Gauche traditionnelle de l'E.D.A. (gauche démocratique unifiée) et le parti communiste grec n'ont plus le contrôle complet des masses.

Les principales raisons en sont les suivantes : 1) on voit entrer sur la scène politique une nouvelle génération, libérée des péchés et des fardeaux du stalinisme ; 2) les larges masses ont perdu confiance dans les directions du P.C. et de l'E.D.A. ; 3) plusieurs militants, anciens adhérents de ces mouvements, les ont quittés, provoquant une suite de scissions dans l'E.D.A. ; 4) la direction de l'E.D.A. est dominée par des bureaucrates vétérans, qui se souviennent d'abord de leurs postes et de leurs salaires ; 5) ces dirigeants officiels s'adaptent totalement à la politique bourgeoise de Papandréou ; 6) il y a plusieurs groupes de militants qui sont actifs dans le mouvement de masse, parmi eux le puissant mouvement de jeunesse de l'Union du Centre et, plus à gauche, les trotskystes et les communistes pro-chinois. Cette situation a ouvert des perspectives favorables aux marxistes révolutionnaires. Des dizaines de milliers de militants, surtout parmi les jeunes, ont adopté les mots d'ordre formulés par eux. Ceci a engendré une crainte non négligeable chez les dirigeants bureaucratiques.

Leur vaste meeting du 17 juillet, tenu au stade Panathinaïkos, auquel participèrent 80.000 personnes, le mot d'ordre référendum, mot d'ordre dirigé contre la monarchie, fut lancé par les marxistes révolutionnaires. Les bureaucrates tentèrent de s'y opposer, mais ne rencontrèrent aucun soutien. Ils tentèrent ensuite de dissoudre le vaste meeting en « interdisant » de faire une manifestation. Les masses n'y prêtèrent aucune attention. La manifestation monstre adopta le mot d'ordre de référendum.

Deux jours plus tard, une foule évaluée à un million de personnes alla entendre Papandréou. Manifestations et piquets durèrent des heures. Les dirigeants de l'E.D.A. tentèrent d'empêcher tout cela, mais sans succès.

Le 21 juillet, quand les étudiants descendirent dans la rue, les chocs eurent lieu avec la police. C'est lors de cette manifestation que notre jeune camarade Sotirios Petroulas fut tué.

La direction de l'E.D.A. se trouva dans une situation embarrassante. Deux mois plus tôt seulement, elle avait exclu Sotirios et un groupe de jeunes de l'E.D.A. sous prétexte qu'ils étaient « trotskystes ».

Les bureaucrates de l'E.D.A. n'eurent pas le choix et durent participer à la cérémonie funéraire, pour laquelle 300.000 personnes descendirent dans la rue. Le niveau des mots d'ordre continua à monter. En plus du mot d'ordre de référendum, répété aux funérailles, fut lancé celui de la fraternisation avec les soldats. On entendit le cri de « roi, voici ta victime ! ». Pour la première fois depuis 1945, on entendit les accents du chant ouvrier des martyrs.

A la veille de la grève générale du 27 juillet, Nefelondis, dirigeant de l'E.D.A., vieux staliniste et député, conclut un accord avec le chef de la police, Archondoulakis, pour terminer pacifiquement le meeting de grève. Mais, après la fin du meeting, des millions d'ouvriers et d'étudiants organisèrent une importante manifestation et marchèrent vers le parlement, à travers les principales artères d'Athènes en criant des slogans, dont le plus fréquent était celui de référendum.

Tous les vieux leaders et les députés de l'E.D.A. étaient dans la rue, essayant d'arrêter les choses. Mais en vain.

Le jour suivant, Avgi, organe quotidien de l'E.D.A., dénonça les « trotskystes » comme étant derrière les « provocations » en criant des mots d'ordre pour une « révolution rouge ».

Pendant toute la crise, la presse bourgeoise réactionnaire avait dit des choses semblables, dénonçant pour leur rôle le « trotskysme » et les « trotskystes ». Les staliniens poursuivent leurs attaques contre les « trotskystes », jusqu'au moment où la presse réactionnaire se mit à féliciter la direction de l'E.D.A. et ses journaux pour « avoir compris enfin que les communistes trotskystes provoquent des émeutes et des désordres, comme nous l'avions prédit depuis longtemps ».

Les publications de l'E.D.A. cessèrent d'attaquer ouvertement le « trotskysme » et passèrent à des discussions « éducatives » pour alerter la base sur le « rôle du trotskysme » dans la crise.

La lutte continue ; mais un compromis se mijote, au détriment du mouvement de masse. La possibilité est réelle qu'il aboutisse, par suite de l'absence d'un parti révolutionnaire de masse.

Mais, dans les magnifiques luttes qui se déroulent maintenant, une nouvelle génération de militants fait son apparition, qui a déjà commencé à combattre de façon indépendante, quoique avec confusion, pour de grands objectifs. Cette génération, libre des influences malsaines du stalinisme, a de larges possibilités. Chez elle, beaucoup ont fait la connaissance du trotskysme au cours des récentes semaines de fièvre. Ils trouveront dans le trotskysme le programme qu'ils cherchent, le programme du marxisme authentique et de la lutte de classe militante.

AOÛT 1965.

Georges SINOS

César Lora, dirigeant bolivien, abattu par la Junte militaire

Nous venons de recevoir la nouvelle bouleversante d'après laquelle César Lora, un dirigeant bien connu des trotskystes bolivien, a été assassiné après son arrestation par un détachement de l'armée, le 29 juillet. Il était le frère de Guillermo Lora, éditeur de Masas et dirigeant de l'un des deux groupes trotskystes en Bolivie qui avaient récemment cherché à unifier leurs forces.

Quand la junte militaire décida de prendre des mesures contre l'opposition politique en mai dernier, ordonnant l'occupation par l'armée des centres-clés et exilant les personnalités politiques et syndicales éminentes, comme mesures faisant partie d'une répression dirigée en premier lieu contre la classe ouvrière, les mineurs répondirent par une grève générale.

A Siglo XX, une des plus grandes mines, où César Lora travaillait comme mineur, un meeting de la Fédération des mineurs se tint pendant que les troupes approchaient. Devant les nouvelles faisant état de l'assassinat de travailleurs par l'armée, les deux groupes trotskystes défendirent l'idée que les mineurs devaient se défendre eux-mêmes par l'action armée. Les partisans de Juan Lechin et du Parti communiste s'y opposèrent.

César Lora appela les militants à partir immédiatement et à refuser toute espèce d'accord avec les forces de répression de la junte militaire.

Quand les forces armées entrèrent dans la zone, les trotskystes des deux groupes

à Siglo XX se trouvaient dans la clandestinité. Alors, l'armée se mit à les poursuivre. Le gouvernement prétendit qu'ils étaient en train de fomenter une guerre de guerrilla.

Le 29 juillet, un détachement de troupes commandé par un certain capitaine Zacarias Plaza s'empara de César Lora à San Pedro de Buena Vista, ville du nord de la province de Potosí. Lora fut ligoté ; un revolver fut braqué sur sa tempe et il fut tué sur le coup.

Son corps fut enterré secrètement à un endroit que ses bourreaux même ne connaissent pas.

De nombreuses organisations syndicales et politiques dénoncèrent cet assassinat politique patronné par le gouvernement. Les mineurs de Siglo XX firent un arrêt de travail de 24 heures en signe de protestation.

« La mort de César Lora est un coup porté au trotskysme, écrit un membre du Partido Obrero Revolucionario (section bolivienne de la IV^e Internationale). Il avait la trempe d'un leader et il était un vigoureux partisan de l'unification des forces trotskystes. C'était un homme actif, capable et courageux. Je fus avec lui en prison de nombreuses fois en raison des activités politiques ou syndicales ; il se conduisit toujours avec fermeté et courage. »

L'assassinat de César Lora ne doit pas être considéré comme un incident isolé. Un des leaders des travailleurs du bâtiment, Adrian Arce, fut récemment abattu dans un style semblable. Il fut arrêté à la station de radio Excelsior par un détachement du régiment de Waldo Ballivan. Sans autre forme de procès, il fut ligoté et tué d'une balle dans la tête.

La junte militaire a inscrit sur sa liste noire d'autres dirigeants du mouvement ouvrier, particulièrement des trotskystes et ceux qui pensent comme eux. « Néanmoins nous continuerons notre travail révolutionnaire », déclarent les trotskystes boliviens. Si nous tombons, d'autres prendront notre place. Nous œuvrons pour créer une organisation et des cadres capables de continuer la lutte. »

Dans une déclaration envoyée à la presse et à la radio condamnant le meurtre de César Lora, le Partido Obrero Revolucionario lança un appel pour le front uni de toute l'avant-garde avec les masses afin de pouvoir affronter les généraux fascistes qui gouvernent actuellement la Bolivie.

Le 4 août, les mineurs de Siglo XX appelèrent à une démonstration et à un meeting général qui commencèrent à 8 h 30 du matin et durèrent trois heures.

Les mineurs commencèrent par une marche silencieuse devant les magasins à Cancarini, les bureaux de Siglo XX et l'usine Sank & Float. Pour les empêcher d'aller à Catavi, des troupes armées furent postées autour des mines, mais les travailleurs n'essayèrent pas de franchir le barrage.

Brandissant des banderoles et des feuilles de paie, ils crièrent des slogans contre la junte militaire en marchant vers la Plaza del Minero. Ils firent exploser des batons de dynamite pour donner plus de force à leurs cris.

A la Plaza del Minero, ils entendirent des orateurs qui rendirent hommage à César Lora et à ses idées socialistes-révolutionnaires et qui expliquèrent pourquoi la junte avait voulu le supprimer. Ils attaquèrent sévèrement les diminutions de salaire décidées par la junte, les licenciements massifs, l'absence de liberté syndicale, et l'intervention du Movimiento Popular Cristiano de la junte dans les affaires ouvrières.

Ils adoptèrent la résolution suivante en huit points :

- 1) Retour immédiat au système salarial antérieur et autres avantages économiques ;
- 2) une quantité normale d'approvisionnement en stock dans les magasins ;
- 3) réintégration immédiate de tous les travailleurs licenciés depuis le 1^{er} juin ;
- 4) que le gouvernement militaire donne des garanties entières au mouvement syndical des mineurs et aux travailleurs en général ;
- 5) que la persécution des mineurs cesse ;
- 6) Retrait immédiat des forces armées de tous les centres miniers du pays ;
- 7) que la dépouille de César Lora soit apportée à Siglo XX et que les responsables de sa mort soient punis. »

Hugo Blanco, leader des paysans péruviens

La lettre suivante a été adressée par le camarade Pierre Frank à la direction du journal Le Monde pour rectifier quelques informations inexactes sur le leader trotskyste des paysans péruviens Hugo BLANCO.

Je viens de prendre connaissance des articles de M. Marcel Niedergang sur « la guerre de guerillas au Pérou » parus dans les numéros des 24 et 25 août de votre journal. Dans ces articles remarquables dans leur ensemble se trouvent cependant des références inexactes au leader paysan péruvien Hugo Blanco qui proviennent certainement d'informations erronées qui ont été données à votre collaborateur. Il y est dit qu'Hugo Blanco est un « leader idéaliste » qui aurait donné « des consignes de non violence » aux paysans, qui aurait été promu guerillero malgré lui par la presse de Lima, et que, « découragé, arrêté en mai 1963 et emprisonné à Arequipa... du fond de son cachot où il attend encore avant d'être jugé, il peut bien continuer à rejeter le principe de l'insurrection armée... »

Hugo Blanco n'est pas un « idéaliste » qui a donné « des consignes de non violence » et rejeté « le principe de l'insurrection armée », mais un membre de la Quatrième Internationale, à laquelle il adhéra lorsqu'il était encore étudiant en agriculture à Buenos Aires. De retour dans son pays, inspiré par la révolution cubaine, il organisa la lutte des paysans de la vallée de Convection, près de Cuzco, de 1959 à 1963. C'est lui qui mit en avant le mot d'ordre « La terre ou la mort. Nous vaincrons » qui est aujourd'hui celui des paysans péruviens, comme le signale M. Niedergang. Au cours de son expérience, Hugo Blanco arriva à la conclusion qu'il était impossible de répéter mécaniquement au Pérou l'exemple cubain. Il ne rejeta pas le principe de la lutte de guerillas, mais, tenant compte des tendances des paysans péruviens à l'époque, il se prononça pour l'organisation de syndicats paysans dont l'objectif serait de « récupérer » c'est-à-dire d'occuper les terres des propriétaires fonciers sous la protection de milices paysannes. De cette façon Hugo Blanco parvint à diriger une Fédération syndicale groupant environ 10.000 membres. Le gouvernement péruvien lança des opérations répressives et Hugo Blanco fut capturé le 30 mai 1963 alors que, gravement malade, ses compagnons le transportaient pour lui assurer un traitement médical. Il dirigea également à la fin d'octobre 1963, pendant la crise aux Caraïbes, l'occupation de la ville de Cuzco pendant plusieurs heures par 5.000 paysans de la région par solidarité avec Cuba.

Par son action, Hugo Blanco acquit une renommée dans toute l'Amérique latine. Dans une interview à Alger le 23 juillet 1963, qui parut dans « El Moujahid » (n° du 3 août), le dirigeant cubain Che Guevara déclara :

« Hugo Blanco est le dirigeant d'un des mouvements de guerillas au Pérou. Il lutta vigoureusement, mais la répression fut forte. Je ne sais quelle était sa tactique de lutte, mais sa chute ne signifie pas la fin du mouvement... Hugo Blanco a donné un exemple, un bon exemple, et il a lutté tant qu'il a pu. Mais il a subi une défaite, les forces populaires ont subi une défaite. Ce n'est qu'une étape passagère. Après viendra une autre étape. »

D'autre part, voici ce qu'écrivit M. Hugo Neira, de la rédaction du quotidien de Lima « Expreso », dans un livre intitulé « Cuzco : Tierra y Muerte », qui constitue un reportage sur le mouvement paysan qui se produisit de décembre 1963 à mars 1964 dans la région de Cuzco :

« La Ville de Quillabamba fut prise par les syndicats exécutant un ordre donné par la Fédération afin d'arracher la libération des dirigeants syndicaux emprisonnés parmi lesquels Hugo Blanco... »

« Combattu par la droite, son image déformée par le prestige dû à des rapports erronés le présentant comme un guerillero, souffrant du silence sinon du sabotage des groupes bureaucratiques traditionnels du communisme, célébré par le FIR (Front de la gauche révolutionnaire), craint et haï des yanacostas et des hacendados inorganisés, admiré par les paysans du rang, Hugo Blanco domina tout le sud. »

« Telle est la vérité, sans falsification, sur ce que cet homme, aujourd'hui emprisonné à Arequipa, signifie pour les masses paysannes... « Nous lui devons tout », disent les paysans... »

« Il est notre chef », disent les paysans syndiqués... Dans chaque foyer paysan il y a un lit vide. C'est celui qui attendait avec espoir le leader quand il passait pour les organiser ou, lorsque, la nuit, il fuyait la police... »

Concernant la direction du mouvement paysan, M. Neira écrit dans son livre :

« Pour le moment, aucun parti ne dispose d'un monopole sur l'ensemble. Les dirigeants viennent de divers groupes. Il semble que ceux qui ont le plus de poids sont ceux du FIR, du MIR, des trotskystes. Mais il y a aussi des dirigeants paysans d'une grande capacité liés au Parti communiste péruvien. »

J'ajouterais que le sort de Hugo Blanco — qui est poursuivi entre autre comme responsable de la mort de cinq policiers tués au cours de combats avec les paysans — inspire des craintes, notamment depuis que le ministre de l'Intérieur a déclaré, comme votre journal l'a rapporté le 6 juillet, que les forces armées ont reçu des ordres de « ne pas faire de quartier et ne pas capturer de héros. »

Je vous serais très obligé de rectifier les informations concernant la personne de Hugo Blanco et vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations les plus distinguées.

Le 31 août 1965.